Hongkong, le vent tourne : les guerres commerciales et la crise politique signent la fin d'un âge d'or économique

samedi 17 août 2019, par [LEMAITRE Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 17 août 2019).

Le ralentissement, qui avait débuté avant le mouvement de protestation, s'aggrave. Et une éventuelle remise en cause du statut de la ville par Pékin pourrait déstabiliser son modèle de développement.

Sommaire

- [Chute brutale](#)
- [Ventes immobilières à l'arrêt](#)
- [Boycott](#)

A l'image de Hongkong, la compagnie aérienne Cathay Pacific s'enfonce dans la crise et la Chine en est la première responsable. C'est en effet la télévision publique chinoise CCTV qui a révélé, vendredi 16 août, la « démission » de Rupert Hogg, le patron du transporteur. Du jamais-vu à Hongkong, quatrième place boursière mondiale, dont Cathay est l'une des valeurs vedettes, même si Air China détient 29,9 % de son capital.

Ecartelé entre une bonne partie de ses 27 000 salariés, qui soutiennent voire participent aux protestations anti-Pékin, et un gouvernement chinois qui veut interdire à ces mêmes salariés de poser un pied en Chine voire de survoler son territoire, le patron de Cathay Pacific a officiellement jeté l'éponge. A moins que Pékin ne l'ait jugé trop complaisant avec les grévistes et ait voulu envoyer un message aux milieux d'affaires.

Le gouvernement a révisé ses prévisions à la baisse, estimant que la croissance devrait être comprise entre 0 % et 1 % en 2019, le plus mauvais chiffre depuis dix ans

Son successeur, Augustus Tang, 60 ans, un vétéran du principal actionnaire, le groupe Swire, aura la tâche d'autant moins facile que Hongkong est peut-être en train d'entrer en récession. Au deuxième trimestre, la croissance n'a été que de 0,5 % sur un an mais elle a reculé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, a-t-on appris vendredi. Si elle recule encore au troisième trimestre, le territoire sera techniquement en récession. Jeudi, le gouvernement a révisé ses prévisions à la baisse, estimant que la croissance devrait être comprise entre 0 % et 1 % en 2019. Le plus mauvais chiffre depuis dix ans.

Chute brutale

Vendredi 9 août, Carrie Lam, la chef de l'exécutif local, avait en grande partie attribué les difficultés actuelles aux manifestations, parfois violentes, qui secouent la ville depuis le 9 juin. A tort. « La croissance ne cesse de se réduire depuis le premier trimestre 2018 », a reconnu, jeudi 15 août, Paul

Chan, le secrétaire aux finances. En 2018, elle avait été de 3 % : la chute est donc brutale.

Cette ville de 7,4 millions d'habitants souffre essentiellement de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, du ralentissement économique chinois et, tout récemment, de la chute du yuan. Comment pourrait-il en être autrement ? Avant même la rétrocession de Hongkong à Pékin, en 1997, les Etats-Unis avaient accepté qu'elle continue de bénéficier d'un traitement économique différent de celui de la Chine.

Hongkong dispose de sa propre monnaie (le HK dollar), de son propre système juridique hérité de la rule of law (Etat de droit) britannique et est membre à part entière de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En raison de cette autonomie, la hausse des droits de douane imposée par le président américain Donald Trump aux produits chinois ne concerne pas Hongkong.

Néanmoins, la réduction des échanges entre les deux principales puissances mondiales l'affecte de plein fouet. Au deuxième trimestre, les importations ont chuté de 7 % et les exportations de 5,4 %. Un phénomène qui semble s'accélérer. En juin, les exportations ont baissé de 9 % par rapport au même mois de 2018.

La récente chute du yuan chinois ne fait pas non plus l'affaire de Hongkong, dont la monnaie est liée au billet vert. Depuis 1983, 1 dollar des Etats-Unis vaut 7,8 HK dollars. Résultat : quand le yuan baisse, les touristes de Chine continentale souffrent. Or, sur les 65 millions de visiteurs qui ont admiré, en 2018, l'une des plus belles baies du monde, 51 millions sont venus de Chine.

Ventes immobilières à l'arrêt

Evidemment, les manifestations désormais relayées voire amplifiées par les médias communistes ne peuvent qu'inciter les Chinois à aller dépenser leurs yuans ailleurs. Le nombre de touristes chinois en groupe avait augmenté de 34 % au premier semestre. En juillet, la hausse n'était plus que de 1,6 % et, durant la première semaine d'août, la baisse a atteint 40 % par rapport au même mois de 2018.

Tous les secteurs sont concernés. Les commerces et le transport aérien bien sûr, mais aussi, par exemple, l'assurance. Nombre de Chinois achètent en effet des assurances-vie ou souscrivent des contrats d'assurance-santé ou de retraite à Hongkong. Ainsi, en 2016, année record, ces contrats y représentaient 39 % du marché de l'assurance aux particuliers. Aujourd'hui, les 90 000 courtiers du territoire attendent le client et font grise mine.

Ils ne sont pas les seuls. Le quotidien South China Morning Post raconte qu'en ces temps agités, CK Asset, un des principaux promoteurs immobiliers de Hongkong, a préféré reporter à des jours meilleurs la vente de plus d'une centaine d'appartements de luxe (d'une valeur d'environ 14 millions d'euros chacun). « Nous aurons des difficultés à les vendre en ce moment », reconnaît le directeur général Justin Chiu, expliquant ce report par la guerre commerciale et les manifestations en ville.

Autre souci lié au mouvement anti-Pékin : les chefs d'entreprise sont sommés de choisir leur camp. Le 7 août, les milieux d'affaires de Hongkong ont été « invités » par le gouvernement chinois à soutenir sans réserve la chef de l'exécutif Carrie Lam. Pourtant, au départ, nombre d'entre eux étaient hostiles au projet de loi d'extradition vers la Chine et donc favorables aux manifestants.

Boycott

Mais le vent a tourné, et désormais les chefs d'entreprise ont intérêt à faire allégeance à Pékin s'ils ne veulent pas connaître le sort du désormais ex-patron de Cathay Pacific. Le problème est que ni leurs salariés ni les manifestants ne l'entendent de cette oreille. Sur les réseaux sociaux, des applications appellent au boycott d'entreprises « pro-Pékin ».

Du café du coin à Disney, chacun est concerné. Dernière victime en date : la star de la nouvelle version du dessin animé Mulan, Liu Yifei, une Américaine d'origine chinoise qui soutient la police, ciblée par des milliers de messages appelant au boycott du film. A l'inverse, les marques Versace, Gucci et Coach, dont des inscriptions sur des tee-shirts laissaient entendre que Hongkong, Macao et Taïwan n'étaient pas des territoires chinois, se sont fait rappeler à l'ordre par Pékin.

A court terme, les difficultés de Hongkong ne sont pas tragiques. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant (48 000 dollars) reste l'un des plus élevés au monde. Il dépasse très largement celui de la Chine (9 600 dollars) mais aussi celui du Royaume-Uni (42 000 dollars). De plus, les caisses sont pleines. La dette publique est quasi nulle et les excédents budgétaires cumulés s'élèvent à plus de 120 milliards d'euros, soit 40 % du PIB. Le gouvernement local n'aura donc aucun mal à financer le plan de soutien aux PME, aux ménages modestes et aux étudiants de 19,1 milliards de HK dollars (2,2 milliards d'euros), qu'il a annoncé jeudi.

Mais si environ 1 500 multinationales ont décidé d'y implanter leur filiale Asie, c'est justement parce que Hongkong offre un accès privilégié au marché chinois sans les inconvénients de celui-ci. Or ce principe - « un pays, deux systèmes » -, qui devait rester en vigueur jusqu'en 2047 suivant les promesses faites par la Chine au moment de la rétrocession, est en train de voler en éclats.

Frédéric Lemaître (Hongkong, envoyé spécial)

P.-S.

• Le Monde. Publié le 17 août 2019 à 06h22, mis à jour à 08h39 :
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/17/hongkong-les-guerres-commerciales-et-la-crise-politique-signent-la-fin-d-un-age-d-or-economique_5500206_3210.html